

ger ? comment les nourrir ? Voilà le problème dont on a longtemps cherché et dont on cherche encore la solution. Le très-petit nombre d'hôtels de premier ordre, que possède Philadelphie, n'est, en mesure d'accommoder qu'une fraction pour ainsi dire infinitésimale des visiteurs attendus. Il est vrai que des hôtelleries temporaires ont été installées aux abords des terrains du Centenaire, et que d'autres sont en construction sur divers points de la ville. Mais, même en ajoutant la capacité de ces accommodations de circonstance à celle des hôtels déjà existants, on a reconnu qu'on était bien loin du but voulu, et que la grande masse des visiteurs se trouveraient encore dans l'impossibilité de se loger en ville.

En vue de remédier à cet état de choses, une organisation s'est formée sous le nom de *Centennial Lodging-house Agency*. Son objet était de suppléer à l'insuffisance des hôtels réguliers, en procurant "le vivre et le couvert" aux étrangers dans les *boarding houses* et les maisons particulières. Conséquemment, l'assemblée a publié des circulaires informant les particuliers et les personnes recevant des pensionnaires, qu'elle était prête à traiter avec eux pour la fourniture de la table et du logement aux visiteurs qui n'auraient pas trouvé ailleurs ces commodités. Les contrats stipulent que les hôtes adressés par l'agence recevront une chambre convenable, un déjeuner composé de thé et café, viande chaude ou poisson, légumes, pain et beurre. Il n'est pas question du dîner, la supposition étant que ce repas sera pris sur les terrains du Centenaire. Le prix de "l'accommodation" ainsi détaillée a été fixé à \$2.50 par jour, payable en coupons, que l'agence remboursera fois deux par semaine aux porteurs.

La parfaite honorabilité des membres de l'agence ne permet pas de supposer un but de spéculation ou de profits personnels, mais le résultat de son initiative n'est rien moins que satisfaisant. Sa pensée était évidemment, que les conditions proposées seraient acceptées par les propriétaires de maisons convenables et par les maîtres de pensions particulières de premier ordre, et conséquemment que les étrangers qui leur seraient envoyés "en auraient pour leur argent," c'est-à-dire seraient logés et nourris à peu près aussi bien que dans un bon hôtel. Mais l'attente de l'agence a été grandement trompée. Elle a passé une foule de contrats—8,000, dit-on,—mais seulement avec les propriétaires d'établissement de 8e ou 10e catégorie, les autres ayant sans exception refusé de souscrire aux conditions offertes, dans l'espoir, probablement, d'en obtenir de plus avantageuses en traitant directement avec les visiteurs.

L'agence a fait tout ce qu'elle a pu, et il serait injuste de la rendre responsable des mauvais vouloirs contre lesquels se sont heurtées ses bonnes intentions. Mais on ne peut se dissimuler que le résultat obtenu est déplorable. Les établissements qui ont passé des contrats avec elle pour fournir aux voyageurs la chambre, le déjeuner et le souper, moyennant \$2.50 par jour, appartiennent à un ordre si infime que, dans presque tous, l'accommodation stipulée serait chèrement payée \$1 par jour, même en tenant compte de l'augmentation du prix qui sera un des corollaires inévitables du Centenaire.

Les visiteurs installés par les soins de l'agence auront donc à payer pour un misérable logement et une détestable nourriture \$2.50 par jour, somme à laquelle il faut ajouter \$1 au minimum pour le dîner non compris dans le contrat. Ce prix, qui serait modique dans un hôtel ou une pension convenables, est véritablement exorbitant, si l'on considère la qualité tout à fait inférieure des compensations. Il est

aussi peu à la portée des gens des ressources limitées, classe dans laquelle se recrutera l'immense majorité des visiteurs à l'Exposition. Supposez en effet un mari et sa femme, de cette classe, allant passer une semaine à Philadelphie. Le séjour leur coûtera, rien que pour la table et le logement—l'un et l'autre de détestable qualité, \$49. Combien seront en état de supporter une pareille dépense ?

Les mesures prises, dans d'excellentes intentions, par la "*Centennial Lodging House Agency*," ont donc abouti à un *fiasco* complet, et il est temps que les Philadéphiens trouvent un autre moyen d'offrir une hospitalité plus confortable et moins coûteuse aux visiteurs, sinon ceux-ci s'établiront à New York, au Capo May, à Long Branch, etc. et ne traverseront Philadelphie que comme des oiseaux de passage.

Les citoyens de la ville de Québec, par leurs votes ont témoigné le désir d'aider à la construction du chemin de fer au lac St. Jean, par un vote de \$30,000. Voici le résultat du vote des différents quartiers de la ville :

Quartier	Pour	Contre
Jacques Cartier.....	146	11
" St. Jean.....	95	9
" St. Roch.....	91	8
" Montcalm.....	62	13
" Palais.....	38	4
" St. Louis.....	52	10
" St. Pierre.....	48	11
" Champlain.....	46	8
Total.....	580	74

La majorité des votes donnés a été de 506. Les propriétaires seuls ont été appelés à donner leur assentiment à cet octroi de la part de la Corporation de Québec. On calcule qu'il y a 1300 propriétaires, et c'est assurément un résultat satisfaisant d'avoir obtenu autant d'adhérents à cette patriotique entreprise.

On ne taxera assurément pas les citoyens de Québec d'être indifférents quand il s'agit de s'assurer pour l'avenir un marché considérable, par les produits que devront fournir les terres du Saguenay. L'immense sacrifice qu'ils s'imposent en souscrivant une somme aussi considérable, doit obliger ceux qui sont à la tête de cette entreprise de prendre tous les moyens possibles de ne pas les tromper dans leur attente. Plusieurs personnes, qui croient avoir quelques connaissances des localités que doit parcourir ce chemin de fer, entretiennent des doutes sur la possibilité d'amener à bonne fin la construction de ce chemin, en ralliant à la partie déjà construite de Gosford, sans avoir à recourir plus tard à une nouvelle souscription de la part des citoyens de Québec. Le Gouvernement de Québec a dû prendre tous les renseignements possibles, au moyen d'explorations, afin de s'assurer si le tracé qui doit suivre ce chemin ne présentera pas des difficultés, qui en rendraient la confection impossible. S'il en était ainsi, il vaudrait mieux ne pas compter sur la partie déjà commencée, et s'assurer, par des explorations nouvelles faites par des personnes expérimentées, si d'autres endroits n'offrent pas plus d'avantages à la confection de ce chemin. Mieux vaudrait sacrifier un million de piastres à présent qu'en dépenser deux millions plus tard, et faire manquer par là cette patriotique entreprise.

Dans tous les cas, nous avons confiance que le Gouvernement de Québec prendra toutes les précautions pour nous assurer l'existence de ce chemin de fer, et qu'il s'appliquera à en rendre la confection aussi peu coûteuse que possible.